L'ABEILLE DE LA N. ORLÉANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

SAMEDI MATIN, 3 OCTOBRE.

## Conditions prescrites pour l'enregistrement.

ARTICLE 99 DE LA CONSTITUTION.

Art. 99. Il est interdit aux personnes suivantes de voter ou d'occuper aucun emploi: toute personne qui aura été convaincue de trahison, de parjure, de faux, de corruption et d'autre crime punissable par l'emprisonnement au pénitencier et toute personne en état d'interdiction.

Toutes les personnes qui sont empêchées de réclamer le droit de suffrage parce qu'elles ont abjuré leur allégeance au gouvernement des Etats Unis, ou parce qu'elles leur ont notoirement fait la guerre, ou qu'elles ont donné adhésion à leurs ennemis, ou leur ont donné aide et encouragement, mais qui ne se sont pas exposées et qui n'ont été convaincues d'aucun des crimes mentionnés dans le premier paragraphe de cet article, sont par la présente restaurées dans le dit droit, excepté celles qui suivent:

Celles qui ont occupé un emploi civil ou militaire, pendant un an ou plus, sous l'organisation dite "Les Etats Confédérés d'Amérique," celles qui se sont enregistrées comme ennemis des Etats-Unis; celles qui ont agi comme chefs de bandes de guérillas pendant la dernière rébellion; celles qui, pour la défense de la trahison, ont écrit ou publié des journaux ou prêché des sermons pendant la dernière rébellion, et celles qui ont voté pour et signé l'ordonnance de sécession.

Aucune des personnes comprises dans ces exceptions ne votera ou n'occupera d'emploi jusqu'à ce qu'elle se soit affranchie elle-même en écrivant et en signant volontairement un certificat déclarant qu'elle reconnaît que la dernière rébellion a été un tort moral et politique, et qu'elle regrette d'y avoir donné aide et encouragement, et elle devra déposer le certificat au bureau du secrétaire d'Etat, et ce certificat sera publié dans le journal officiel, pourvu qu'aucune personne qui, avant le 1er janvier 1868, aura été en faveur de l'exécution des lois des Etats-Unis vulgairement appelées actes de reconstruction du Congrès, et qui aura ouvertement et activement assisté les gens loyaux de l'Etat dans leurs efforts pour rétablir la Louisiane dans sa position dans l'Union, ne soit tenue comme comprise parmi celles qui sont ici exceptées. Les enregistreurs accepteront le serment de cette personne comme preuve prima facie du fait qu'elle a droit aux avantages de ce proviso.

Pour les autres conditions voir la loi en tête de la troisième page.

## L'enregistrement des votants.

Voici le texte de la loi votée récemment par la Législature et approuvée le 7 septembre par le gouverneur.

*Acte pour créer un Bureau d'enregistrement pour veiller à l'enregistrement des électeurs qualifiés de l'Etat.*

Sec. 1. Il est décrété &c.— Que le gouverneur, de l'avis et du consentement du Sénat, nommera immédiatement un Bureau, composé d'un chairman et de deux membres, qui constitueront le Bureau d'enregistrement, et dont la fonction sera de faire enregistrer tous les électeurs qualifiés de l'Etat, conformément aux dispositions de la Constitution, et le dit Bureau tiendra ses réunions et aura son siège à la Nlle-Orléans, et le terme de ses fonctions expirera le 15 décembre 1868.

Sect. 2. Que le dit Bureau est requis de nommer un certain nombre de préposés, nombre ne dépassant pas trois pour chaque paroisse, excepté pour la paroisse d'Orléans où le Bureau nommera un nombre d'enregistreurs ne dépassant pas trois dans chaque district municipal de la Nouvelle Orléans, et ne dépassant pas trois pour la rive droite. Les fonctions de ces enregistreurs commenceront le 10 septembre 1868, ou aussitôt qu'ils seront nommés, et expireront le 10 novembre 1868. Les enregistreurs recevront chacun 8 dollars par jour pendant le temps de leur service actif, et les préposés cinq dollars, ceux-ci seront en outre remboursés de leurs dépenses de voyage sur production de pièces et affidavits, les comptes devront être envoyés au Bureau d'enregistrement et approuvés avant d'être payés. Les préposés avant d'entrer en fonctions prêteront le serment constitutionnel et en transmettront une copie au Bureau.

Sec. 3. Les enregistreurs donneront bonne et solvable caution de $1,000, &c.

Sec. 4. Les préposés de chaque paroisse, excepté de celle d'Orléans, tiendront leur bureau à la maison de Cour, et pourront établir d'autres bureaux au nombre de trois au plus, si cela est nécessaire pour permettre aux électeurs de s'enregistrer avec aussi peu d'inconvénients que possible, et, dans tous les cas, publication des endroits ainsi choisis par les enregistreurs et les préposés sera faite pendant 30 jours dans le journal officiel. Dans la paroisse d'Orléans le bureau d'enregistrement établira des bureaux dans les districts à tels endroits qu'il jugera utile pour faciliter l'enregistrement des votants aussi vite que possible.

Sec. 5. Ledit Bureau d'enregistrement ou les préposés nommés pour chaque paroisse, requerront chaque personne, avant de l'enregistrer comme votant, de prêter et de signer un des affidavits suivants, selon le cas, et tout membre du Bureau d'enregistrement ou tout préposé sera autorisé à administrer lesdits serments:

"Je—— jure (ou affirme) solennellement que je suis âgé de 21 ans, que je suis né (ou que j'ai été naturalisé, selon le cas,) aux Etats-Unis et que je suis sujet à leur juridiction, et que j'ai été résident de l'Etat de la Louisiane depuis le —— jour de—— et résident de cette paroisse depuis le—— jour de—— et que je ne suis privé de la franchise pour aucune des causes énoncées dans le paragraphe 1er de l'art. 99 de la Constitution de cet Etat.

"Et je jure (ou affirme) en outre solennellement que je n'ai occupé aucun emploi civil ou militaire, pendant un an ou plus, sous l'organisation intitulée "Etats Confédérés d'Amérique", que je ne me suis jamais enregistré comme ennemi des Etats-Unis, que je n'ai jamais agi comme chef de bandes de guérillas pendant la dernière rébellion; que je n'ai jamais, pour appuyer ou défendre la trahison, écrit ou publié des articles ou prêché des sermons pendant la dernière rébellion, que je n'ai jamais voté ou signé l'ordonnance de sécession dans aucun Etat."

Pourra être dispensé du dernier paragraphe le postulant à l'enregistrement qui produira à l'enregistreur ou au préposé une attestation du secrétaire d'Etat, indiquant qu'il s'est relevé de l'incapacité contenue dans les clauses du dit article, en écrivant et en signant volontairement un certificat établissant qu'il reconnaît que la dernière rébellion était un tort moral et politique, et qu'il regrette toute assistance et tout encouragement qu'il peut y avoir donné, et indiquant que le dit certificat a été enregistré dans le Bureau du secrétaire d'Etat et publié dans le journal officiel, ainsi que cela est requis par l'art. 99 de la Constitution et par l'acte de cette Assemblée générale qui prescrit les formes requises pour ce certificat, son enregistrement et sa publication, et si le postulant à l'enregistrement a perdu ou égaré la dite attestation du secrétaire d'Etat, il sera requis de souscrire, à la place, l'affidavit suivant:

"Je—— jure (ou affirme) solennellement que j'ai volontairement écrit et signé un certificat exposant que je reconnais que la dernière rébellion était un tort moral et politique, et que je regrette toute assistance et tout encouragement que je puis y avoir donnée, et que j'ai fait enregistrer ledit certificat au bureau du secrétaire d'Etat, et qu'il a été publié dans le journal officiel, suivant les prescriptions de l'art 99 de la Constitution et selon les prescriptions de cette assemblée générale, et que j'ai perdu ou égaré l'attestation du secrétaire d'Etat établissant les faits ci-dessus"

Le fait que le postulant prêtera serment et signera les affidavits requis par la partie qui précède de cette section, n'empêchera pas les enregistreurs et les préposés de recevoir d'autres témoignages ou preuves montrant que le postulant n'a pas droit à être enregistré, et ils auront le droit d'examiner sous serment, lequel serment sera administré par eux ou par toute autre autorité compétente, tous témoins pour prouver tout fait relatif au droit de quiconque à s'enregistrer, et ils décideront d'après les preuves si le postulant a droit à être enregistré. Cette décision sera sujette à appel devant le Bureau d'enregistrement, qui aura le pouvoir de statuer sur ces appels.

Que si un postulant prétend être relevé des incapacités contenues dans la seconde clause de l'affidavit susmentionné, en vertu du proviso de l'art. 99 de la Constitution il sera requis de prêter et souscrire l'affidavit qui suit:

"Je—jure (ou affirme) solennellement qu'avant le premier janvier 1868 j'ai favorisé l'exécution des lois des Etats-Unis connues vulgairement sous le nom d'actes de reconstruction du Congrès et que j'ai ouvertement et activement aidé les gens loyaux de l'Etat dans leurs efforts pour restaurer la Louisiane dans sa position dans l'Union."

Toute personne qui fera un faux serment à l'appui d'un des affidavits ci-dessus ou d'une de leurs clauses, sera considérée comme coupable de parjure et sur conviction sera punie suivant les prescriptions de la loi.

Sec. 6. Il sera du devoir des préposés d'enregistrer dans un bon et solide registre, préparé dans ce but, les noms de tous les votants dûment qualifiés résidant dans leurs districts respectifs; les détails suivants seront mentionnés, dans l'ordre suivant: date de l'enregistrement, numéro, nom, résidence, ward ou précinct, temps de résidence dans la paroisse et l'Etat, si le postulant est natif ou naturalisé, avec la signature ou la marque du votant, et dans le cas où le votant fera sa marque, l'enregistreur l'attestera; et le Bureau d'enregistrement fera faire un duplicata du dit enregistrement, lequel duplicata sera déposé, complété, avant l'expiration du terme de ses fonctions au bureau du greffier de la Cour dans chaque paroisse, celle d'Orléans excepté, et le registre original sera déposé aussitôt que l'enregistrement sera complet au bureau du secrétaire d'Etat.

Sect. 7. Tout citoyen naturalisé sera requis de produire un certificat de sa naturalisation émanant de la Cour où il a été naturalisé et dans le cas où il aura été naturalisé dans une Cour de cet Etat et où il aurait perdu son certificat, le greffier de la dite Cour devra fournir au dit citoyen, gratis, dans le délai d'une semaine, une copie certifiée de sa naturalisation, et le greffier de toute Cour qui refuserait de le faire serait passible d'une amende de $25 à $100 recouvrable devant toute Cour compétente.

Sect. 8. Si le postulant est né hors des limites des Etats-Unis et est devenu ensuite citoyen autrement que par naturalisation dans les Cours, alors il fera un affidavit et exposera les circonstances par lesquelles il est devenu citoyen, comme la naturalisation de son père, ou sa résidence dans tout Etat ou Territoire qui a été acquis ou cédé aux Etats-Unis, ou de toute autre manière qui ait pu, suivant les lois des Etats-Unis, lui donner le droit de citoyenneté, pourvu que les affidavits autorisés par cet acte puissent être faits sous serment devant les préposés, mais qu'en aucun cas ou aucune circonstance, ceux-ci ne puissent prélever aucun droit ni demander aucun honoraire, sous peine de destitution.

Sect. 9. Les préposés remettront à chaque citoyen, au moment de son enregistrement, un certificat contenant exactement les mentions faites sur le registre original quant aux numéros, noms, résidences, etc., et la présentation de ce certificat aux commissaires d'élection servira de preuve complète des faits y contenus, et du droit de l'électeur de voter à la date de la délivrance de ce certificat.

Sec. 10. Les préposés devront remettre à tout votant enregistré un duplicata de son certificat sur son affidavit que l'original a été perdu ou détruit, le dit affidavit devant être écrit au dos du dit duplicata.

Sec. 11. Les préposés tiendront un index alphabétique des noms des votants enregistrés, avec le numéro de leur certificat, et un index des noms de ceux auxquels ils auront refusé d'enregistrer avec référence au folio ou au numéro.

Sec. 12. Le 15 décembre ou avant le dit Bureau d'enregistrement préparera et soumettra un rapport complet du coût et des dépenses du dit enregistrement, du nombre des votants enregistrés dans chaque paroisse et telle autre renseignements qu'il jugera convenables, à la prochaine réunion de l'Assemblée Générale.

Sect. 13. Le dit Bureau d'enregistrement à l'expiration du terme de ses fonctions, déposera au bureau du Secrétaire d'Etat tous les registres et papiers relatifs à l'enregistrement.

Sec. 14. Les dépenses autorisées pour l'exécution de cet acte seront payées par le Trésor de l'Etat, sur pièces probantes, dûment certifiées et approuvées par le Bureau d'enregistrement.

Sec. 15. L'enregistrement des votants de cet Etat cessera neuf jours avant le premier mardi après le premier lundi de novembre 1868, et les préposés à l'enregistrement dans chaque paroisse de cet Etat devront faire et fournir des listes certifiées des votants enregistrés dans chaque précinct ou bureau d'élection de chaque paroisse aux commissaires d'élection de chaque précinct ou bureau d'élection, pour l'usage de ceux-ci dans l'élection ou les élections qui auront lieu en novembre 1868, s'il en est ordonné, et dans toute élection subséquente jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, et faute par les préposés de fournir lesdites listes des votants enregistrés, ils seront passibles d'une amende de $100 au moins et de $500 au plus, recouvrable au nom et au profit de la paroisse où le délit aura eu lieu; et l'avocat de district pro tempore de ladite paroisse devra intenter les poursuites contre les délinquants, dès que les faits seront portés à sa connaissance par un des membres du jury de police ou un des commissaires d'élection qui n'ont pas reçu les listes susdites, ou dès qu'il connaîtra lui-même les faits ou aura raison de croire qu'ils sont vrais.

Sec. 16. Les préposés à l'enregistrement dans chaque paroisse de l'Etat diviseront la paroisse en autant de précincts qu'ils le jugeront convenable, sans dépasser le nombre fixé par la loi, et indiqueront combien il y aura de bureaux d'élection dans chaque précinct, et à quels endroits, et ils nommeront des commissaires pour chaque bureau d'élection.

Sec 17. Le gouverneur de l'Etat nommera avant toute élection générale, dans chaque paroisse de l'Etat un préposé à l'enregistrement, auquel le greffier de la Cour remettra les registres qui lui auront été remis par les derniers préposés à l'enregistrement, et ce préposé recevra ces registres et en effacera les noms des votants qui sont morts ou qui ont quitté la paroisse, ou qui sont devenus inéligibles pour une cause légale et il y ajoutera les noms de tous ceux qui sont venus résider dans la paroisse depuis le dernier enregistrement, ou qui n'étaient pas alors enregistrés, ou de ceux qui ont depuis atteint leur majorité, et il s'occupera en général de compléter l'enregistrement de la paroisse, et il clôra ledit enregistrement neuf jours avant la dite élection générale et fournira aux commissaires d'élection de chaque bureau d'élection des listes des votants enregistrés de leur précinct, et dans lesdits jours qui suivront la dite élection générale lesdits enregistreurs rendront aux greffiers de ces cours les registres avec toutes les additions et modifications qui y auront été faites.

Sec 18. Les préposés à l'élection dans chaque paroisse de cet Etat (la paroisse d'Orléans excepté) devront nommer une ou plusieurs personnes convenables pour assister à chaque bureau d'élection, et qui auront pour fonction de porter la boîte destinée à recevoir les votes au bureau d'élection, de la remettre aux commissaires d'élection, et d'assister lesdits commissaires pendant la durée de l'élection, d'obéir à tous les ordres légaux desdits commissaires, en maintenant l'ordre dans les bureaux ou auprès, en supprimant les émeutes ou les désordres de tout genre, et en faisant les arrestations qui pourront être ordonnées par ces commissaires. Quiconque résistera ou fera opposition à ces personnes dans l'exercice de leurs fonctions, sera sur conviction puni comme il est prescrit pour résistance à un officier.

Sec. 19. Les actes et parties d'actes adoptés précédemment sur l'enregistrement des votants sont rappelés par le présent.

Sec. 20. Cet acte prendra effet du jour de son adoption.

Signé: CHAS W. LOWELL,
Président de la Chambre des Représentants.
OSCAR J. DUNN,
Lieutenant-gouverneur et président du Sénat.
Approuvé le 7 septembre 1868.
H. C. WARMOTH,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.



HUITIEME ETAT ANNUEL DE LA

## Compagnie d'Assurance Mutuelle DU STAR,

RUE CARONDELET No 14.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 31 juillet 1868 .......... $ 40,673 28

Savoir:
Sur les risques d'incendie... $ 30,855 62
Sur les risques de mer ...... 5,838 41
Sur les risques de rivière ...... 3,979 25 — $ 40,673 28

Moins:
Pertes sur les risques d'incendie ...... $ 4,561 71
Pertes sur les risques de mer ...... 5,839 43
Pertes sur les risques de rivière ...... 1,079 35 — $ 11,480 49
$ 29,192 79

Frais de bureau, taxes, licences, etc., déduction faite du montant au crédit du compte contingent ...... $ 13,233 46
Réassurance ...... 2,358 43
Primes remboursées ...... 360 11 — $ 15,952 00
$ 13,240 79
15 p. 0/0 alloué aux assurés ...... 5,085 59
$ 8,155 20
Réserve pour risques non expirés ...... 6,392 00
$ 1,763 20

En caisse ...... $ 3,369 49
Effets à recevoir ...... 302 2[illegible]
Scrips d'autres Compagnies d'assurances ...... 3,290 00
Primes en voie de perception ...... 4,977 94
Balance due sur des billets de souscription, considérés bons ...... 75,800 00 — $ 87,739 63

Valeurs douteuses portées sur compte suspendu ...... $ 26,802 52

Extrait correct des livres de la Compagnie,
LLOYD R. COLEMAN, président,
CHS. ENGSTFELD, secrétaire.
Assermenté et signé devant moi, ce 25 août 1868.
JOHN P. MONTAMAT, 3me Juge de Paix.

La Compagnie d'assurance Mutuelle du Star, en mettant sous les yeux du public l'état qui précède, a l'honneur d'annoncer en même temps à ses amis que des Listes de Billets de Souscription supplémentaire circuleront en ce moment et se signent rapidement; elle espère que cette souscription portera son capital au chiffre d'environ $100,000 et lui permettra d'agrandir le cercle de ses opérations.

La nouvelle direction désire ardemment rendre la Compagnie utile et prospère; elle espère que les efforts qu'elle fait dans l'intérêt d'une des plus anciennes institutions de la Nouvelle-Orléans auront l'approbation cordiale et le secours généreux de notre population.

A l'élection qui a eu lieu le 20 juillet 1868, les messieurs dont les noms suivent ont été élus Directeurs pour l'année.

DIRECTEURS:
W. C. C. CLAIBORNE, ARTHUR FORSTALL, ADOLPHE SCHREIBER, B. LAPLACE, FORRESTER DOLHONDE, J. A. BRASELMAN, CHS. G. JOHNSON, ROBERT L. MOORE, J. F. TODD, B. GERSON, R. L. BRUCE, EDWARD COCHRAN.

A une réunion des nouveaux Directeurs, le 17 août 1868, M. LLOYD R. COLEMAN a été réélu président et M. Chs. Engstfeld a été réélu secrétaire.
CHS. ENGSTFELD, secrétaire.
26 aout—1mo

## Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

Conformément à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:
Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868 ...... $200,675 46
Primes d'incendie ...... $188,683 00
Primes de mer ...... 87,429 31
Primes de rivières ...... 14,753 15 — 200,675 46
Moins primes remboursées ...... 4,537 87
Montant en réserve pour risques non expirés ...... 50,630 42 — 55,168 29
Montant net des primes ...... 206,707 17
Pertes payées:
Pertes par l'incendie ...... 35,686 15
Pertes sur mer ...... 35,632 46
Pertes sur rivières ...... 4,737 98
76,056 59
Ré-assurances ...... 11,904 34
Dépenses, intérêt ...... 28,962 67
Taxe et souscriptions ...... 16,296 67
15 et 15 0/0 d'escompte ...... 32,460 45
Réservé pour pertes non réglées ...... 10,000 00 — 176,681 22
Bénéfice net ...... 30,025 95

L'actif de la Compagnie est comme suit:
Billets pour actions ...... 358,000 00
Effets ...... 3,595 25
à. par comptes individuels ...... 29,895 77
Prêts sur garanties, sur demande ...... 64,376 05
Prêts sur hypothèque ...... 21,080 00
Garanties de la ville ...... 5,400 00
Garanties des Etats-Unis ...... 12,167 41
En caisse ...... 44,161 00 — 396,636 27

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.
(Signé:) D. MICHEL, Président.
E. MAIER, Secrétaire.
Assermentés et signés, pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1868.
(Signé:) PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été décidé qu'un dividende de $10 par action est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.
D. MICHEL, Président.
C. T. FORSTER, Vice-Président.
E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—
J. H. Helmer, C. T. Forster, F. A. Lottig, H. Zuberbier, Thos. Schorr, O. H. Karstendiek, Geo. Mers, Louis Schwarz, Chas. Bendiz, G. L. L. Mayer, L. F. Berje, H. Biesse, D. Michel, F. Del Bondio, August Kœnig, J. A. Blaffer, Chas. Loeffler, E. Weissenbach, Julius Hoerner, A. Marks, F. Frok, J. Wechsling, F. M. Ziegler, J. F. Krantz.
avril—1m

## Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:
Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1868:
Primes d'incendie ...... $52,8[illegible] 44
Primes de rivières ...... 79,0[illegible] 20
Primes de mer ...... 29,[illegible] 09 — $161,063 73
Pertes payées:
Pertes par incendie ...... $13,659 30
Pertes sur les rivières ...... 94,344 36
Pertes sur mer ...... 24,273 70
$132,277 45
Escomptes sur primes ...... 30,988 27
Taxes ...... 4,799 01
Réassurances ...... 8,8[illegible] 25
Primes remboursées ...... 419 00
Dépenses, profits et pertes, etc, intérêts en moins ...... 20,[illegible] 86 — $197,138 31
$ 35,586 56
Actif en caisse ...... $72,9[illegible] 11
Effets à recevoir ...... [illegible]
Meubles ...... 3,[illegible]
Primes dues ...... [illegible]
Billets pour actions ...... 53[illegible] 00
$502,973 44

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
S. B. BUCKNER, président.
SWEET, secrétaire.
Assermenté et signé pardevant moi, ce 21 avril 1868.
PARIS CHILDRESS, Juge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

## ANNONCES PARISIENNES Publiées par M. H. GAILLARDET, No 21, rue TRÉVISE, PARIS.

PILULES DEHAUT

Les substances végétales que ce purgatif renferme ont été choisies et combinées d'après la nouvelle méthode dépurative de M. DUHAUT, pour être prises et en même temps que les meilleurs aliments et les boissons les plus fortifiantes, ce qui permet à chacun de choisir, pour se purger, le repas et l'heure qui lui conviennent le mieux pour n'être pas gêné dans ses occupations, tout en évitant le dégoût et la fatigue que les autres médecines occasionnent toujours. Ces avantages précieux, constatés en France depuis 25 ans, ont rendu les *Pilules Dehaut* d'un usage populaire.—Ces pilules sont souveraines pour combattre la constipation et tous les maux qui en dépendent.—Comme simple purgation, elles sont préférables aux médecines noires, parce que, n'exigeant ni tisane, ni diète, on peut, au besoin, les prendre pendant plusieurs jours de suite sans dégoût.—Mais ce purgatif agréable offre surtout des avantages importants dans le traitement d'une foule de maladies chroniques telles que: *asthme, catharres, dartres, douleurs, gastrite, engorgements, migraines, scrofules, &c. &c.*, parce que la bonne nourriture qu'on prend en même temps permet aux organes digestifs de le supporter sans fatigue, pendant tout le temps de la guérison. (*Voir la Brochure qui se donne gratuitement.*) Boîtes de 2 fr. 50 c. et de 5 fr. à Paris, chez M. DEHAUT, pharmacien et médecin, rue du faubourg St-Denis, No 147.

A New-York, chez MM. JOHN MILHAU, Broadway, et Fougera Frères, pharmaciens. Des DÉPOTS de nos PILULES sont établis pour la VENTE en GROS et DEMI GROS, chez M. DUCONGE, droguiste, M. MAUNSELL & Co, No 21 rue de Chartres, SCHWAB, pharmacien, rue de Chartres et pour le DÉTAIL dans les principales pharmacies de la Nouvelle-Orléans.

POUDRE DE ROGÉ

Purgatif aussi sûr qu'agréable

Un flacon de cette poudre en dissolution dans une bouteille d'eau, donne une limonade agréable qui purge vite, sûrement, sans causer d'irritation comme la plupart des autres purgatifs.

La poudre de Rogé d'une conservation indéfinie s'emporte facilement en voyage.

DÉPOT

A la Nouvelle-Orléans, chez M. DUCONGÉ, droguiste et MM. MAUNSELL & CIE, droguistes.— A New-York, chez M. J. MILHAU ET CIE. et FOUGERA.

PÂTE PECTORALE DE REGNAULD AINÉ

Employée depuis 1820, dans tous les pays, pour la guérison des rhumes, grippes, toux, catarrhes, enrouements.

DÉPOT

A la Nouvelle-Orléans, chez M. DUCONGÉ, droguiste, et MM. MAUNSELL & CIE, droguistes—A New-York, chez M. MILHAU ET CIE et FOUGERA.

PERLES D'ÉTHER DU Dr CLERTAN

Prises à la dose ordinaire de 2 à 5 dans une cuillerée d'eau, elles dissipent, *le plus souvent en quelques minutes*, les maux d'estomac, migraines et névralgies.

DÉPOT

A la Nouvelle-Orléans, chez M. DUCONGÉ, droguiste et MM. MAUNSELL & CIE, droguistes.— A New-York, chez M. J. MILHAU & CIE, et FOUGERA.

VESICATOIRE D'ALBESPEYRES

Il s'applique comme du sparadrap, et agit en 6 ou heures.

LE PAPIER D'ALBESPEYRES

entretient ensuite, A LUI SEUL, une suppuration abondante et régulière, sans odeur ni douleur. Approuvés par les sommités médicales, professeurs, chefs des hôpitaux, le conseil de santé, etc.—On évitera les contrefaçons, en exigeant le nom d'ALBESPEYRES sur chaque vésicatoire et chaque feuille de papier. Chez l'inventeur, à Paris, et dans les principales pharmacies de l'Amérique, où l'on trouve aussi les CAPSULES RAQUIN: Entrepôt chez M. FOUGERA, à New-York; M. DUCONGÉ à la Nouvelle-Orléans.

## Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

ONZIEME ETAT ANNUEL

Des affaires de la Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1868.
Primes sur risques d'incendie ...... $110,129 22
" " de navires ...... 27,314 14
" " de mer ...... 52,941 56
Risques non expirés le 30 avril 1867 ...... 35,941 91
$226,725 82
En moins, primes remboursées ...... 4,739 19
Montant des primes ...... 221,986 63
Pertes payées dans l'année—
Pertes par l'incendie ...... $19,044 19
" sur les rivières ...... 25,593 42
" sur mer ...... 33,090 50
Total des pertes ...... 77,728 11
Réassurances ...... 9,736 00
Dépenses et intérêt de scrip; en moins, escomptes et intérêt ...... 16,966 30
Taxes et revenu int ...... 9,771 66
Vingt-cinq et quinze pr cent remboursés ...... 28,896 66
En réserve pour risques non expirés ...... 27,506 38 — $171,586 [illegible]
Bénéfice net ...... 50,000 [illegible]
L'actif de la Compagnie est:
Prêts garantis ...... 77,723 00
" " par hypothèque ...... 19,100 00
Effets à recevoir pour primes ...... 7,309 45
Actions, bons et autres garanties ...... 146,306 00
Propriétés foncières ...... 15,936 00
Comptes individuels pour primes ...... 60,996 82
En caisse ...... 83,866 [illegible]
Scrips d'autres Compagnies ...... 3,085
$212,397 30

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie:
A. CHIAPELLA, Président.
J. M. CRAWFORD, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé pardevant moi, ce troisième jour de mai 1867.
R. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré un dividende de vingt piastres par action, lequel sera porté au crédit des actions non encore payées. Des certificats d'actions payés en plein seront délivrés aux actionnaires à partir du 1er juillet 1868.

Les Directeurs ont en outre résolu de racheter vingt cinq pour cent du scrip (non encore payé) de la Compagnie, à partir du 1er juin 1868.

Il sera payé aux porteurs, à partir du 1er juin 1868, six pour cent d'intérêt sur le scrip non encore payé de la Compagnie.

— DIRECTEURS —
A E Bader, A Chiapella, L F Generes, L Mouler, W B Schmidt, R W Adams, C Cohn, B Saloy, J J Fernandez, A Conrad, J A Seignouret, P L Millaudon, J Goldstein, V Burthe, C Blanchin.
14 mai—1 m

## Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun Nlle-Orléans, 23 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL
De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant de primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir:
Sur les risques d'incendie ...... $166,471 86
Sur les risques de mer ...... 65,930 94
Sur les risques de rivières ...... 85,402 24
$317,804 71
Plus, les risques non expirés pour 1866 ...... 66,685 00 — $384,689 71
En moins, les risques non expirés pour 1867 ...... $ 60,418 00
Primes remboursées pour 1867 ...... 2,596 04 — $ 63,014 04
Montant net des primes le 31 déc. 1867 ...... $321,675 67
Pertes payées dans la même période
Sur les risques d'incendie ...... $32,051 12
Sur les risques de mer ...... 39,641 76
Sur les risques de rivières ...... 35,022 94 — $106,715 82
Plus, réassurances ...... $ 2, 75
Escompte de prime ...... 46,46 87 — 50,974 62
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt en moins ...... 71,610 81
Réserve pour paiement d'intérêt sur scrips dûs en 1868 y compris les balances ...... 55,213 10 — $284,513 [illegible]
Bénéfice net ...... $ 37,161 [illegible]
L'actif de la Compagnie est comme suit:
Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $50 ...... $167,200 00
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c ...... 86,800 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c ...... 71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c ...... 17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 50 c ...... 2,000 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 50 c ...... 3,000 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c ...... 4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc ...... 169,455 00
Prêts sur garantie ...... 25,000 00
Prêts sur hypothèque ...... 56,000 00
Effets à recevoir ...... 11,398 38
Primes dues et en voie de la perception ...... 47,153 42
Scrips d'autres Compagnies d'assurances ...... 12,400 00
Monnaie n'ayant pas cours ...... 4,000 00
Coupons de la ville, dûs et non recouvrés ...... 13,800 00
En caisse ...... 94,974 41
$767,768 91

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
THOMAS SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signé par devant moi, ce 23 janvier 1868.
PARIS CHILDRESS, Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.
THOMAS SLOO, Président.
JOHN G. GAINES, Vice-Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS:
Jno. G. Gaines, E. J. Hart, Henry Renshaw, Jno. C. Ricks, H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer, B. Bisooe, J. B. Sres, J. C. Sarelli, Thos. Sloo, Theo A James.
24 janv—1a

## Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:
Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868 ...... $548,553 43
Savoir:
Primes d'incendie ...... $256 272 87
Primes de mer ...... 183,153 70
Primes de rivières ...... 103,097 15 — $548,526 43
En moins:
Primes remboursées ...... $ 5,8[illegible] 75
Primes non expirées ...... 40,145 00 — $ 45,804 75
Montant net des primes ...... $502,513 67
Pertes payées:
Pertes par l'incendie ...... $ 62,597 38
Pertes sur mer ...... 164,672 70
Pertes sur les rivières ...... 94,[illegible] 90
$342,003 14
Escompte au lieu de scrip ...... 54,348 65
Taxes et Revenu intérieur ...... 24,741 36
Dépenses, loyer, etc, compte d'escompte ...... 22,310 65
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868 ...... 27,777 00 — $481,210 76
Réservé pour pertes non réglées ...... $ 11,277 00
La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finance de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est, déclaré, après amples déductions, être équivalent à un capital comptant de $620,000, savoir:
Placé en propriétés foncières ...... $46,308 13
Hypothèques sur propriétés foncières ...... 79,019 00
Placé en bons de la ville et autres bons ...... 82,220 00
Placé en actions de banques et autres actions 128,546 00
Placé en Scrip de Compagnie d'assurance ...... 136,352 [illegible]
Prêts garantis ...... 16,[illegible]
Effets à recevoir ...... 48,[illegible]
Primes en voie de perception ...... 67,352 71
Encaisse ...... 111,[illegible] 49
$737,[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signé pardevant moi, ce 23 mars 1868
PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

— Directeurs —
Charles Briggs, A. R. Montgomery, Ant. Carrière, A. Lecourt, Geo. A. Fosdick, Frank Williams, E. Brugier, Thomas Byrne, Chas Lafitte, John Thornhill, John S. Maunsell, W. A. Violett, P. Anderson, Hugh McDonald, Alfred Kearny, Wm. M. Pinckard, A. Frantche, John S. Wallis, George W. Dunbar, George Foster, S. F. Stockmeyer, Andrew Stewart, Geo. W. Hynson, L. B. Pothier, Arch'd Montgomery, John Nixon, Jr, Henry J. Voss, B. Piaggio, E. Marqueze, James Gallier, Chas. Weisbaar, Rudolph Sieg, H. Given.
24 mars

## Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867:
Sur les risques d'incendie ...... $319,916 16
Sur les risques de mer ...... 68,489 44
Sur les risques des rivières ...... 22,790 81
Total des primes ...... $411,206 41
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1867 ...... $118,962 00
Primes remboursées ...... 4,115 41 — 119,077 41
Montant net des primes ...... $291,689 00
Pertes: Sur les risques d'incendie ...... $88,769 68
Sur les risques de mer ...... 61,068 16
Sur les risques des rivières ...... 19,039 44
$168,488 28
Taxes ...... 11,866 36
Ré-assurance ...... 5,374 31
Dépenses, moins le scrip, l'intérêt ...... 19,190 [illegible]
Intérêts sur scrips ...... 26,564 [illegible]
$194,073 34
Bénéfices ...... $97,449 16
L'actif de la Compagnie est comme suit:
Effets à recevoir pour primes ...... $8,734 61
Billets garantis et billets hypothécaires ...... 218,297 00
Dû pour primes en voie de perception ...... 80,229 1
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville ...... 183,348 44
Scrips des différentes Compagnies d'Assurances ...... 29 136 00
En caisse ...... 83,777 92
$684,638 04
Moins: Dépréciation des sus-dits ...... 92,880 30
Montant net ...... $589,
Moins: Intérêts de scrips, non réclamés ...... 7,620 76
Intérêts payables sur scrips non encore payés ...... 26,366 00 — 34,[illegible] [illegible]
$585,564 00

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.
J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signé pardevant moi ce 11 janvier 1868.
PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent d'intérêt sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—
George Urquhart, Chs. Lafitte, A. Rocheran, J. M. Lapeyre, G. W. Babcock, A. Schriber, T. S. Blanchard, John Ganche, Wm. Stevens, W. T. Williams, J. A. White, J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.
avr—1m—tl—1 an

## Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent.

DIX-NEUVIEME ETAT ANNUEL DES AFFAIRES DE la Compagnie d'Assurance. Mutuelle du Crescent. Nouvelle-Orléans, 23 mai 1868.

Les DIRECTEURS, conformément à la Charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie le 30 avril 1868—
Primes d'incendie, dans l'année. $238,122 58
Primes de mer " " 94,082 88
Primes de rivières " " 177,564 83 — $507,770 28
Total net des primes ...... $447,854 28
Pertes par l'incendie, payées et évaluées ...... $ 89,500 68
Pertes de mer ...... 67,074 06
" rivières ...... 35,572 47
Taxes payées ...... 26,019 54
Payé—réassurance et compte au lieu de scrip ...... 60,103 30
Payé—intérêts, primes remboursées, frais généraux, escomptes, etc ...... 67,648 06 — $395,919 13
Bénéfice net ...... $51,935 1
L'actif de la Compagnie est comme suit:
Effets à recevoir ...... $ 37,694 36
Prêts sur bons et hypothèques ...... 69,343 33—106,937 69
En caisse ...... $104,577 34
Prêts garantis par actions sur demande ...... 63,400 00—$167,977 34
Prêts garantis par actions à terme ...... $11,300 00
Propriétés foncières ...... 75,000 00
Scrip d'autres compagnies et compte de scrip ...... 45,062 48—$131,372 4
Bons consolidés de la ville ...... $30,000 00
Bons de la ville ...... 26,500 00
Actions de Banques et autres ...... 136,937 17—$323,517 17
Coupons pour bons de la ville, échus ...... $9,480 00
Dû pour prime et en voie de perception ...... 41,630
$779,914 5
La Compagnie possède également:
Billets suspendus, actions et bons ...... $425,385
Compte de scrips forfaits ...... 7,909
Intérêts non réclamés ...... $7,800 35

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.
THOS. A. ADAMS, Président.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermenté et signé pardevant moi, ce 23 mai 1868.
PARIS CHILDRESS, Deuxième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent, à partir du deuxième lundi de juillet prochain, aux porteurs sur les certificats de scrip non encore payés. Les Directeurs ont en outre déclaré un dividende-scrip de trente-trois et un tiers pour cent sur le montant net des primes ayant droit de participer au bénéfice net de l'année expirant le 30 avril 1868. Il sera émis des certificats pour le dividende-scrip, à partir du premier lundi d'août prochain, sans taxe du gouvernement.
THOS. A. ADAMS, Président,
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Présid,
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

DIRECTEURS —
John Watts, C. T. Buddecke, Samuel B. Newman, P. E. Foley, Wm. Edwards, A. G. Ober, P. Sirnes, A. Thompson, Ohn Phelps.
25mai

## Banque d'Amérique.

Nouvelle-Orléans, 28 juillet 1868.

CONFORMÉMENT aux sections 34 et 35 de l'acte intitulé "Acte pour établir un système général de Banques Libres dans l'Etat de la Louisiane" approuvé le 15 mars 1855, Avis est par le présent donné aux porteurs de Billets mis en circulation par cette Banque, et enregistrés par l'Auditeur conformément à la loi, d'avoir à présenter les dits billets pour être payés à la Banque ou au bureau de l'Auditeur de l'Etat, dans le courant d'une année, à partir de cette date, ou à l'expiration de cette date les fonds déposés par la Banque pour le rachat des billets seront réclamés.
J. R. MORTIMER, Caissier.
29 juillet—1an—tl 15 j

## LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 8th day of June, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit: No. 21,774—Mrs. M. S McArthur vs. C. F. Dupleasis, her husband.—On motion of F. McGloin, of counsel for plaintiff, and on introducing due proof in her favor and by reason of the law being in favor of her demand, it is ordered and adjudged that the judgment by default herein entered on the 12th of June, 1868, be now confirmed and made final; that there be judgment in favor of plaintiff, Margaret Susannah McArthur, wife of Charles Fergus Duplessis, and against the defendant, the said Charles Fergus Duplessis, her husband, that said parties be separated in property, the community of acquets and gains hitherto existing between them be dissolved, and that plaintiff have the sole control and management of her paraphernal property. It is further ordered and adjudged that plaintiff do have and recover from the defendant the sum of twelve thousand dollars, being the amount of his separate paraphernal property received by him, with legal interest thereon from judicial demand till paid, and costs of suit, and with the lien and privilege granted by law to married women on the property of their husbands to secure their paraphernal rights.

Judgment signed June 25th, 1868.
(Signed) PAUL E THEARD,
Judge of the Fourth District Court of New Orleans, acting for Judge Duplantier, who is sick.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this first day of July, in the year of our Lord One Thousand Eight Hundred and Sixty-Eight, and the Ninety-Second year of the Independence of the United States.
[L. S.] WM. WOELPER,
sept 5t1m2d

### Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

*Atlantic Insurance Company*, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. F. Janvier, Secretary.

*Crescent Mutual Insurance Company*, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

*Commercial Insurance Company*, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

*Factors' and Traders' Insurance Company*, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harman Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

*Firemen's Insurance Co. of New Orleans*—B L Millaudon, President; E N Ganucheau, Sec'y.

*Germania Insurance Company*, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

*Home Mutual Insurance Company*, corner Camp and Natchez streets—Alfred Moulton, President; A. W. Hunter, Secretary.

*Hope Insurance Company*, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

*Louisiana State Mutual Insurance Company*, corner of Common and Carondelet streets—E. Ganucheau, President; L. W. Baquie, Secretary.

*Louisiana Equitable Life Insurance Co.* No 142 Canal street—Joseph Allison, President; W P Harper, Sec'y.

*Union Insurance Company*, 18 St. Charles street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

*Merchants' Mutual Insurance Company*, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy, Secretary.

*New Orleans Mutual Insurance Company*, corner Camp and Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.

*Pelican Mutual Insurance Company*, No. 76 Camp street—Chas. Romas, President; A Tarleton, Secretary.

*Star Mutual Insurance Company*, No. 14 Carondelet street—Lloyd R. Coleman, President; Chas. Engsfeld, Secretary.

*Sun Mutual Insurance Company*, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos Anderson, Secretary.

*Louisiana Mutual Insurance Company*, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

### The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1868 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made:

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.
Amount of tax at 5 per cent

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.
(*Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.*)

TAXABLE PROPERTY.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.
On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents
Carriage, phæton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$2.
Carriages of like description valued above $500—$10.
Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.
Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.
Billiard tables kept for use, and not subject special tax—$10.

### Bank Directory.

*Bank of America*, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J B Mortimer, Cashier.

*Canal Bank*, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier.

*Crescent City Bank*, 30 Camp street—E. H. Summers, President; Charles Fourie, Jr., Cashier.

*Citizens' Bank*, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.

*City National Bank*, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President; Jules Cassard, Cashier.

*Bank of Louisiana*, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. P. Irvine, Cashier.

*Louisiana State Bank*, Camp street—J. A. Blanc, President pro tem.; L. Bernard, Cashier.

*Mechanics' and Traders' Bank*, No. 162 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Crane, Cashier.

*Bank of New Orleans*, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President; Numa Augustin, Cashier.

*Pike, Lapeyre & Bro.*, No. 17 Camp street.

*Southern Bank*, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President; John G. Devereux, Asst. Cashier.

*Samuel Smith & Co.*, cor. Camp and Common streets.

*United States Treasury*, at the Mint Hotel—W. H. Whittaker, Asst. Treasurer; James A Veazie, Cashier.

*Union Bank of Louisiana*, No. 122 Canal street—F. E. Lavillebeuvre, President; Geo. A. Freret, Cashier.

*Burke & Co.*, No 54 Camp street

*Merchants' Bank*, Camp street—Reynes, President; Thos. J. Dix, Cashier.

*Louisiana National Bank*, Common street near Camp—James Robb, President; Jos. W Carroll, Vice President and —— Hall, Cashier

### Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Wheat | 60 lbs. | per | bushel |
| Corn shelled | 56 | " | " |
| " in ear | 70 | " | " |
| Oats | 32 | " | " |
| Rye | 56 | " | " |
| Buckwheat | 56 | " | " |
| Barley | 48 | " | " |
| Malt | 34 | " | " |



PHILIPP LINER vs. JOHN T. MONROE.

SEPTIEME COUR DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 189—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Septième Cour de District pour la Paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI, trente et un octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs rue Royale, entre celles de Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Deux certains terrains situés au faubourg Ste Marie Premier District de cette ville, dans l'îlet compris entre les rues Perdido, Philippa, Poydras et Baronne, désignés par les numéros un et deux, sur un plan dressé par Joseph Pilié, ci-devant voyer.

Les dits terrains mesurant, chacun, vingt-cinq pieds, sept pouces et six lignes de face à la rue Perdido, sur quatre-vingt-cinq pieds cinq pouces et une fraction de profondeur.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes ou avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a appartenu au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Joseph Elliott suivant acte au rapport de E. G. Gottschalk, notaire public en cette ville, en date du 16 mars 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
29 sept—oct 7,15,23,31

HENRY TEEKS vs. F. RODES.

SEPTIEME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 61.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Septième Cour de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, six Octobre 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles de Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

UN TERRAIN situé au faubourg Washington, dans le Troisième District de cette ville, (District Olivier et Lombard) désigné par le numéro neuf, dans l'îlet compris entre les rues des Grands-Hommes, Barthélemy, des Terpsichore et Jeanne, d'après un plan du faubourg déposé en l'étude d'O. de Armas, notaire public en cette ville, le 14 de juin 1836.

Le dit terrain mesure, mesure américaine, trente et un pieds onze pouces et cinq lignes de face à la rue Barthélemy, entre celles des Grands-Hommes et de Campe sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, droits, privilèges, &c.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.
THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.
Sept—6 AE 29, oct.

### Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

| Articles. | Pounds. |
|---|---|
| Apples (dried) | 25 |
| Bran | 20 |
| Barly | 48 |
| Beans white | 60 |
| Beans castor | — |
| Buckwheat | 50 |
| Coal, stone | 80 |
| Corn, shelled | 56 |
| " in Ear | — |
| " Meal | — |
| Hair, plastering | — |
| Lime, unslacked | — |
| Malt, barley | 34 |
| Malt, Rye | 40 |
| Oats | 33 |
| Onions | 56 |
| Peaches (dried) | 33 |
| Potatoes, Irish | — |
| " sweet | — |
| Peas | — |
| Rye | 56 |
| Seed Blue Grass | 10 |
| Seed, Clover | 60 |
| " Flax | 56 |
| " Hemp | 42 |



THE NATIONAL

# TELEGRAPH

COMPANY.

A new enterprise to be known as the National Telegraph Company has been organized with valuable franchises conferred by a recent act of Congress, for the purpose of establishing Trunk lines of Telegraph on all the principal railroads and mail routes in the United States. The stock is to be issued upon the same principle as that of the Merchants' Union Express Company, which recently commenced operations. The design is to interest the entire business community in the enterprise. This is done, not so much to dispose of the stock as it is to secure the business of the country through which the lines pass.

The Capital is to be

$10,000,000

In 100,000 Shares of the par value of

$100 Per Share.

But the actual amount to be paid in Cash is

$35 PER SHARE.

And this amount is to be paid as follows: One per cent at the time of subscribing, and no more, until the entire capital has been subscribed, and then on calls to be made by the Board of Directors; instalments not to exceed five per cent per month. When thirty-five per cent of the par value of the shares has been paid, certificates of stock will be issued. This will give the Company a paid up

Cash Capital of $3,500,000,

Which will be sufficient to duplicate lines to all, or nearly all, the paying points reached by the present monopoly.

The present telegraph Companies of the country have been consolidated into one huge monopoly, and are now earning over six millions of dollars per year, or over one hundred per cent on the actual cost of their lines, their present capital having been watered over one thousand per cent.

The National Telegraph Company have a recognition from the United States Government of the importance of their enterprise, with a grant of the most valuable franchises ever conferred upon a Telegraph Company. No competing line has ever had the right now granted by Congress to this Company to construct and operate lines over every Railroad and Mail Route in the United States. The position of this Company differs from that of any company ever before organized. The question of the right way is forever settled.

The Stockholders of this Company cannot be sold out or transferred to any other Company. The act of Congress under which this Company has been organized, prohibits any transfer of the franchise granted.

CALLS---HOW TO BE MADE.

One per cent of the Stock will be required on subscribing, and subsequent calls, not to exceed five per cent per month, will be made by the Board of Directors, from time to time, as may be necessary, any supply funds to construct and equip the lines; but no calls will be made after the one per cent is paid until the entire Capital Stock shall have been subscribed.

ACTUAL CAPITAL REQUIRED.

The Company confidently believe that thirty-five per cent of the Capital Stock will construct and fully equip

25,000 Miles Of Wire,

Which will connect all the commercial centres and important places in the United States. This opinion rests upon the most reliable estimates and responsible offers to construct and equip the lines.

The National Telegraph Company is organized under the laws of the State of New York and franchises conferred by an act of Congress, approved July 24, 1866

President — GEORGE B. SENTER, of Cleveland, Ohio.

Vice President—ROBERT SQUIRES, of New York City.

Secretary—GEORGE S. WALTER, of New York City.

COMPANY'S OFFICE,

Nos. 64 and 66 Broadway, New York.

A limited amount of the Capital Stock of this Company is allotted to this locality, and those having an opportunity, and subscribing, will be placed upon equal terms with its corporators, and will secure the interest in all franchises which have accrued or may hereafter accrue to the Company from any and all sources.

Subscriptions will be received by

DANIEL EDWARDS,

Resident Director for the States of Alabama, Mississippi, Texas and Louisiana,
28, 30 and 32 New Levee street,
New Orleans, La.,

—or—

D. WEBSTER,

At the office of R. G. Dun & Co.,
No. 70 Canal street.

Parties subscribing to the Stock will communicate the same by letter to the Resident Director, DANIEL EDWARDS, of this city, at the time of subscribing.
sept—3m cod

## Merchants' Mutual Insurance COMPANY OF NEW ORLEANS.

FOURTEENTH ANNUAL STATEMENT,

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following

STATEMENT:

Premiums received during the year ending 31st May, 1868, including unearned premiums of the previous year:
On Fire Risks ...... $ 818,604 40
On Marine Risks ...... 266,[illegible] 17
On River Risks ...... 66,[illegible] 82
Total Premiums ...... $1,151,[illegible] 39
Less Premiums Unearned 31st May, 1868 ...... $226,847 00
Return Premiums ...... 23,671 07—$ 250,518 07
Net Earned Premiums 31st May, 1868 ...... $ 901,044 15
Losses paid:
On Fire Risks ...... $271,286 37
On Marine Risks ...... 173,940 58
On River Risks ...... 45,959 95
$491,086 91
Taxes ...... 28,016 01
Reinsurance, Expenses, Profit and Loss, less interest ...... 106,208 04— 624,314 56
Net Profit ...... $ 277,329 59
The Company have the following assets:
Real Estate ...... $ 185,617 87
Notes Secured by Mortgage ...... 675,607 36
Notes Secured by Pledge ...... 65,147 25
Cash on hand ...... 123,473 34
Premiums in course of Collection ...... 60,753 85
City Bonds ...... 6,000 00
Bank and Railroad Stocks ...... 108 280 00
Bills Receivable ...... 127,154 79
Scrips of Mutual Insurance Companies ...... 1,800 00
Stock of Valletta Dry Dock Company ...... 5,000 00
" Levee Steam Cotton Press ...... 8,000 00
" Marine Dry Dock ...... 1,750 00
" Merchants Exchange ...... 1,600 00
" Lightering and Wrecking Co ...... 1,500 00
" Louisiana Equitable Life Ins. Co ...... 250 00
State Bonds ...... 1,500 00
Total ...... $1,4[illegible],414 16
Less:
Unclaimed interest and interest payable in July next on all outstanding Scrips of the Company ...... $101,346 15
Thirty-five per cent. of Scrip issue of 1859, payable in July ...... 70,675 75
Unearned Premiums 31st May, 1868 ...... 226,847 00—$398,708 90
$1,097,645 26

The above Statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.
JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 5th day of June, 1868.
PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 5th day of June, 1868, it was resolved to declare a Scrip Dividend of THIRTY PER CENT. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th May, 1868, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay on and after the second Monday in July next THIRTY-FIVE PER CENT. ON THE SCRIP ISSUE OF 1859, and six per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

DIRECTORS:
John Pemberton, F. Macaro, David McCoard, M. Puig, L. F. Generes, Pierre Poutz, Chas. Gregory, John Morgan Hall, S. X. Bell, F. B. Wilson, J. J. Sanchez.

AN ACT

To Create a Board of Registration to Superintend the Registration of the Qualified Electors of this State.

Sec. 1. *Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana in General Assembly convened*, That the Governor, by and with the advice and consent of the Senate, shall immediately after this act becomes a law appoint a Board, consisting of a chairman and two other members, who shall constitute and be known as a Board of Registration, whose duty shall be to cause to be registered every qualified elector in the State, in accordance with the provisions of the constitution thereof, and said Board shall hold its meetings and have its place of business in the city of New Orleans, and the term of office of said Board shall expire on the fifteenth day of December, 1868

Sec. 2. *Be it further enacted*, etc., That said Board of Registration is hereby required to appoint a necessary number of supervisors of registration, not exceeding three in each parish, except the parish of Orleans, wherein said Board shall appoint a number not exceeding three in each municipal district in the city of New Orleans, and not exceeding three for the right bank, whose term of office shall commence on the tenth day of September, 1868, or as soon thereafter as they may receive their appointment, and expire on the tenth day of November, 1868, that the registrars shall each receive eight dollars per day for time they are actually employed, and the supervisors shall receive five dollars per day, and the supervisors shall also be reimbursed for all necessary actual traveling expenses incurred upon producing vouchers and making affidavit that the expenses were incurred and were actually necessary for the performance of their duty. All accounts of the supervisors shall be forwarded to the Board of Registration for examination, and if found correct, shall be approved by the chairman of the Board before payment. The said Supervisors shall, before entering upon the discharge of their duties, take and subscribe the constitutional oath, and shall transmit a copy of the same to the Board of Registration.

Sec. 3. *Be it further enacted, etc*, That the Registrars shall each give bond with good and solvent security in the sum of one thousand dollars, for the faithful performance of the duties of their office, to be approved by the Governor and filed in the office of the Secretary of State.

Sec. 4. *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors of each parish shall keep their office, except in the parish of Orleans, at the courthouse of the parish, and may establish such place for the registration of voters other than the courthouse, not exceeding three in number, as may be necessary to enable electors to register with as little inconvenience as possible; and in all cases publication of the offices of registration, as selected by the Registrars and Supervisors, shall be made for thirty days in the official journal. In the parish of Orleans the Board of Registration will establish offices in such districts at such places as will facilitate the registering of voters as far as possible.

Sec. 5. *Be it further enacted, etc.*, That said Board of Registration, or the Supervisors so appointed by them as aforesaid, for each parish, shall require every person, before he is registered as a voter, to take and subscribe any of the following affidavits as the case may be required, and any member of said Board of Registration or any Supervisor is hereby authorized to administer said oaths:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I am twenty one years of age, was born (or naturalized, as the case may be,) in the United States, and am subject to the jurisdiction thereof, and have been a resident of the State of Louisiana since the —— day of ——, and a resident of this parish since the —— day of ——, and that I am not disfranchised for any of the causes stated in the first paragraph of article ninety nine of the Constitution of this State

And I do further solemnly swear (or affirm, as the case may be,) that I did not hold any office, civil or military, for one year or more, under the organization styled "the Confederate States of America," that I never registered myself as an enemy of the United States, that I never acted as leader of guerrilla bands during the late rebellion, that I never, in the advocacy of treason, wrote or published newspaper articles or preached sermons during the late rebellion, that I never voted for and signed an ordinance of secession in any State

The last paragraph of the above affidavit shall be dispensed with, where the person applying for registration shall produce and exhibit to the Registrar or Supervisor the certificate of the Secretary of State, showing that he has relieved himself from the disability contained in the clauses of said affidavit, by voluntarily writing and signing a certificate setting forth that he acknowledges the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that he regrets any aid and comfort he may have given it, and showing that such certificate has been filed in the office of the Secretary of State and been published in the official journal, as is required by article ninety nine of the Constitution, and the act of this General Assembly prescribing the requisite forms of such certificate, and the registry and publication thereof, and if the party applying for registration has lost or mislaid such certificate of the Secretary of State, he shall be required to take and subscribe, in lieu thereof, the following affidavit.

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I have voluntarily written and signed a certificate setting forth that I acknowledge the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that I regret any aid and comfort I may have given it, and that I have caused such certificate to be filed in the office of the Secretary of State, and that it has been published in the official journal, according to the requirements of article ninety nine of the Constitution and according to the forms required by this General Assembly, and that I have either lost or mislaid the certificate of the Secretary of State showing the above facts

That taking and subscribing the affidavits required by the preceding part of this section shall not prevent the Registrars or Supervisors from receiving other evidence showing that the party applying for registration is not entitled to register, and they shall have a right to examine under oath, to be administered by themselves or other competent authority, any witness to prove any fact pertinent to the right of any one to register, and shall decide from the evidence whether the party so applying is entitled to register

Subject to appeal to the Board of Registration, which Board shall have power to hear and determine such appeals

That if any person applying to register claims to be relieved from the disabilities contained in the second clause of the aforesaid affidavit under the proviso to article ninety nine of the Constitution, he shall be required to take and subscribe the following affidavit:

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that prior to the first of January, eighteen hundred and sixty eight, I favored the execution of the laws of the United States popularly known as the Reconstruction Acts of Congress, and openly and actively assisted the loyal men of the State in their efforts to restore Louisiana to her position in the Union

Any person who shall swear falsely to any of the foregoing affidavits or any clause thereof, shall be deemed guilty of perjury, and on conviction thereof, shall be punished as prescribed by law.

Sec. 6 *Be it further enacted, etc*, That it shall be the duty of the Supervisors to record in a good, substantial book, prepared for the purpose, the names of all duly qualified voters residing in their respective districts, that the following particulars shall be recorded, and in the following order: Date of registry, number, name, residence, ward or precinct, length of residence in the parish and State, whether native born or naturalized, with the signature or mark of the voter, and in the event of the voter making his mark, the Registrar shall attest the same, and the Board of Registration shall cause to be made a duplicate copy of said registration, which shall be deposited in complete condition, before the expiration of their term of office, in the office of the Clerk of Court in each parish, except the parish of Orleans, and the original registration shall be deposited as soon as said registration is completed in the office of the Secretary of State

Sec. 7. *Be it further enacted, etc*, That every naturalized citizen shall be required to produce a certificate of his naturalization from the court in which he was naturalized, and in the event of his having been naturalized in any court of this State, and he has lost his certificate, it shall be the duty of the clerk of said court to furnish to such citizen, free of cost, within one week, a duly certified copy of his naturalization, and the clerk of any court so refusing shall be liable to a fine of not less than twenty five nor more than one hundred dollars, recoverable before any court of competent jurisdiction

Sec. 8 *Be it further enacted, etc*, That should the applicant for registry have been born without the limits of the United States, and afterwards became a citizen thereof, other than by naturalization in the Courts, then he shall make affidavit, and set forth the circumstances where by he became a citizen, such as the naturalization of his father, or by his residence in any State or Territory when the same was acquired by or ceded to the United States, or any other manner whereby, under the laws of the United States, he would become a citizen thereof—*Provided*, That affidavits authorized to be made by this act, may be sworn to before the Supervisors, but in no case, or under any circumstances, shall the Supervisors make any charge, or demand any fee, under penalty of removal from office

Sec. 9 *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors shall issue to every citizen, at the time he is registered, a certificate exactly corresponding in number, name, residence, etc, with the original registry, and the presentation of such certificate to the Commissioners of Election shall be full proof of the facts therein contained, and of the elector's right to vote at the date of granting of such certificate.

Sec. 10, *Be it further enacted, etc.*, That it shall be the duty of all Supervisors to issue to any registered voter, a duplicate certificate upon his making affidavit that the original has been lost or destroyed, said affidavit to be made on the back of the duplicate so issued.

Sec. 11. *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors shall each keep an index book in which shall be entered alphabetically the names of all registered voters, with the number of their certificate; and also a similar index book to the names of all persons refused registration, with a proper reference to the folio or number of the same.

Sec. 12. *Be it further enacted, etc.*, That on or before the fifteenth of December, 1868, that said Board of Registration shall prepare and submit a full and complete report of the cost and of expenses of said registration, number of votes registering in each parish, and any information that they may deem proper at the next meeting of the General Assembly.

Sec. 13. *Be it further enacted, etc*, That the said Board of Registration, on the expiration of their term of office, shall deposit in the office of the Secretary of State all books and records pertaining to the said Registrars

Sec. 14. *Be it further enacted, etc*, That the expenses authorized to be incurred by this act shall be paid out of the Treasury of the State, upon proper vouchers, duly certified to and approved by the Board of Registration.

Sec. 15 *Be it further enacted, etc*, That the registration of the voters of this State shall be closed nine days before the first Tuesday after the first Monday of November, A. D 1868 and it shall be the duty of the Supervisors of Registration in every parish in this State to make out and furnish certified copies of the registered voters in each election precinct and polling place of each parish to the Commissioners of Election in each precinct or polling place, to be used at the election or elections to be held in November, A. D. 1868, if any such are ordered held, and at any subsequent election until otherwise provided for, and failure of the Supervisors to furnish such copies of registered voters, shall subject each of such delinquent Supervisors to a fine of not less than one hundred or more than five hundred dollars, to be recovered for the use of the parish in which the failure to perform the duty occurred, to be sued for in the name of the parish; and it shall be the duty of the District Attorney pro tempore of such parish to institute suit whenever any such delinquency shall be brought to his knowledge by any member of the Police Jury or Commissioners of the Election, who ought to have been furnished with the copies aforesaid, or is known to himself, or that he has reasonable cause to believe from other evidence to be true.

Sec. 16 *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors of Registration in each parish of this State shall divide the same into as many precincts, not to exceed the number now established by law, as to them may seem advisable, and direct what number of polls or voting places shall be established in each precinct, and at the places of holding thereof, and to appoint Commissioners for each poll or voting precinct.

Sec 17. *Be it further enacted, etc*, That the Governor of the State shall, previous to any general election appoint in each parish of the State one Supervisor of Registration, to whom the Clerk of the Court shall deliver the books of registration delivered to him by the last Supervisors of Registration, and he shall receive the same and strike from them the names of the voters who have died or left the parish, or become ineligible for any legal cause, and to add thereto the names of all those who have removed into the parish since the last registration, or who were not then registered, and those who have since come of age, and generally to perfect the registration of the parish, and they shall close such registration nine days before the said general election and furnish to the Commissioners of Election of each voting place or poll copies of the registered voters of their precinct, and within ten days after such general election such Registrars shall redeliver to the Clerks of the Courts the books of registration, with all the additions and amendments made thereto, as herein provided.

Sec 18 *Be it further enacted, etc.*, That it shall be the duty of the Supervisors of Election in every parish of this State, (except the parish of Orleans) to appoint one or more suitable persons to attend at each voting poll, whose duty it shall be to convey the box to receive the votes to the place of holding the election, and to deliver the same to the Commissioners of Election, and to attend the Commissioners of Election during the whole time of holding the election, and to obey all legal orders of such Commissioners, in keeping order at or near the polls, suppressing riots, or disorders of any kind, and to make all such arrests as may be ordered by the said Commissioners. Any person who may resist or oppose such persons in the discharge of their said duties, upon conviction thereof, shall be punished, as is prescribed for resisting an officer.

Sec 19 *Be it further enacted, etc*, That all acts and parts of acts heretofore passed touching the registration of voters be and the same are hereby repealed.

Sec 20 *Be it further enacted, etc*, That this act shall take effect from and after its passage.

[Signed] CHAS. W LOWELL,
Speaker of the House of Representatives.
[Signed] OSCAR J. DUNN,
Lieutenant Governor and President of the Senate.
Approved September 7, 1868.
[Signed] H C. WARMOTH,
Governor of the State of Louisiana.
A true copy:
GEO E BOVEE,
Secretary of State.



SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

## Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867.

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866 ...... $321,[illegible] 00
Premiums on Marine Risks ...... $ 42,[illegible] 34
Premiums on River Risks ...... 107,[illegible] 20
Premiums on Fire Risks ...... 172,337 43 — $321,[illegible] 00
Less Return Premiums ...... 1,[illegible] 30
Less Premiums on Risks not terminated in 1867 ...... 39,[illegible] 00 — 41,[illegible] 30
Net earned Premiums year December 31, 1867 ...... $280,[illegible] 10
Losses paid during same period:
On Marine Risks ...... 25,[illegible] 74
On River Risks ...... 109,[illegible] 94
On Fire Risks ...... 30,[illegible] 45
166 [illegible] 14
Re-Insurance ...... 12,947 8
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest ...... 38,[illegible] 31 — $217,[illegible] [illegible]
Remaining ...... 62,[illegible] [illegible]
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip ...... 57,[illegible] [illegible]
Reserved for Unadjusted Losses ...... 4,[illegible] [illegible]
The Company have the following assets:
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each ...... 347,000 [illegible]
30 Bonds State of Louisiana of $1,000 each ...... 30,000 [illegible]
10 Bonds State of Louisiana of $500 each ...... [illegible]
20 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each ...... [illegible]
U. S. 5-20 Bonds of—$500 each ...... [illegible]
Shares Valletta Dry Dock Company—$100 each ...... [illegible]
Shares Bank of New Orleans—$[illegible] each, valued at $[illegible] ...... 24,000 00
Shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $[illegible] ...... 22,500 00
Shares Canal Bank—$[illegible] each, valued at $[illegible] ...... 22,[illegible] 00
Shares Mechanics' and Traders' Bank $[illegible] each, valued at $[illegible] ...... 25,[illegible] 00
Shares Crescent City Bank—$[illegible] each, valued at $15 ...... 1,[illegible] 00
Shares Merchants' Bank—$[illegible] each, valued at $15 ...... 1,[illegible] 00
$[illegible]
Cash on hand ...... [illegible]
Real Estate No. 78 Camp street ...... [illegible]
Loans on Pledges ...... [illegible]
Bills Receivable ...... 13,945 [illegible]
Less Bad and Doubtful ...... 6,544 [illegible]
Outstanding accounts in course of Collection ...... 70,[illegible]
Less Bad and Doubtful ...... 10,211 [illegible]
Scrips of other Insurance Companies ...... [illegible]
Total Assets ...... $[illegible]

The above statement is a just true and correct transcript from the books of the Company.
ALFRED MOULTON, President.
A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.
Sworn to and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.
PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.
ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES:
R. K. Converse, S. P. Estell, Robert Hare, Jos. N. Isenberg, Jos. Hoy, J. H. Ludwigsen, Alfred Moulton, A. H. May, J. M. Allen, Jno. T. Moore, Jno. G. Rogers, W. M. Perkins.
jan17 1m

## Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 23d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867.

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz:
On Fire Risks ...... $166,471 86
On Marine Risks ...... 65,930 94
On River Risks ...... 85,402 24
$17,804 71
Add unterminated risks, or 1866 ...... 66,885 00 — $384,689 7
Deduct unterminated risks for 1867 ...... 60,418 00
Return premiums for 1867 ...... 2,596 04 — $ 63,014 04
Net earned premiums 31st Dec., 1867 ...... $321,675 67
Losses paid during same period, viz:
On Fire Risks ...... $32,051 12
On Marine Risks ...... 39 641 76
On River Risks ...... 35,022 94 — 106,715 82
Add re-insurance ...... 2,507 75
Dis. on Prem ...... 48,466 87 — 50,974 62
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc, less discount and interest ...... 71,610 81
Reserved payment of interest on scrips due in 1868 ...... 55,213 10 — $284,513 [illegible]
Net profits ...... $ 37,161 [illegible]
The Company have the following Assets, viz:
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c ...... $167 200 00
One hundred and twenty-four N. O. J and G N. R. R. City Bonds valued 70c ...... 86,800 00
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds valued at 70c ...... 71,400 00
Twenty-five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c ...... 17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c ...... 2,000 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c ...... 3,000 00
Nine Vicksburg, S and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c ...... 4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc ...... 169,455 00
Loans on Pledge ...... 25,000 00
Loans on Mortgage ...... 56,000 00
Bills Receivable ...... 11,398 [illegible]
Premiums due in course of collection ...... 47,153 [illegible]
Scrips of other Insurance companies ...... 12,400 00
Uncurrent funds ...... 4,000 00
Coupons on City Bonds due, not collected ...... 13,800 00
Cash on hand ...... 94,974 41
$767,768 91

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.
THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.
PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day of March next.
THOMAS SLOO, President.
JOHN G. GAINES, Vice President.
THOS. ANDERSON, Secretary

DIRECTORS
Jno. G. Gaines, E. J. Hart, Henry Renshaw, Jno. C. Ricks, H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer, B. Bisooe, J. B. Sres, J. C. Sarelli, Thos Sloo, Theo. A. James.
jan24

## JACOB OTT Carpenter.

Prompt attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS
Cisterns Made and Repaired.
Orders left at 21 Tivoli Circle, or at L. DUKANE, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.
nov11—

## INSURANCES.

## N. O. Mutual Insurance Company.

EIGHTH ANNUAL STATEMENT

Premiums during the year ending 31st December 1867.
On Fire Risks ...... $319,916 16
On Marine Risks ...... 68,489 44
On River Risks ...... 22,790 81
Total Premiums ...... $411,206 41
Less: Premiums unearned 31st December, 1867 ...... $118,962 00
Return Premiums ...... 4,115 41 — $119,077 41
Net earned Premiums ...... $291,689 00
Losses:—
On Fire Risks ...... $ 88,769 68
On Marine Risks ...... 61,068 16
On River Risks ...... 19,039 44
$168,488 28
Taxes ...... 11,866 36
Reinsurance ...... 5,374 31
Expenses, less interest account ...... 19,190 [illegible]
Interest on Scrips ...... 26,564 [illegible] — $194,073 34
Profit ...... $ 97,449 16
The Company have the following assets:
Bills receivable for Premiums ...... $ 8,734 61
Notes secured by pledge and mortgage ...... 218,297 00
Due for premiums in course of collection ...... 80,229 91
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks, City Bonds, etc ...... 183,348 44
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies ...... 29,136 00
Cash on hand ...... 83,777 92
$683,638 04
Less: Depreciation on the above ...... 92,880 30
Net ...... $589,[illegible]
Less: Unearned interest on Scrips ...... $ 7,620 76
Interest payable on outstanding Scrips ...... 26,366 00 — 34,[illegible] 76
$585,564 00

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.
J. TUYES, President,
J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.
PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December 1867, for which certificates will be issued on and after the second day of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS:—
George Urquhart, Chas. Lafitte, A. Rocheran, J. M. Lapeyre, G. W. Babcock, A. Schriber, T. S. Blanchard, John Ganche, Wm. Stevens, W. T. Williams, J. A. White, J. Tuyes.
Office—111 Canal street

## Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:
Total Premiums for the year ending 29th February, 1868 ...... $548,[illegible]
Viz—Fire Premiums ...... $256 272 87
Marine Premiums ...... 189,156 70
River Premiums ...... 103,097 15 — $548,526 43
Less Return Premiums ...... $ 5,659 75
Less Unearned Premiums ...... 40,145 00 — $ 45,804 7
Net Earned Premiums ...... $502,513 67
Losses Paid:
Fire Losses ...... $ 62,597 38
Marine Losses ...... 164,672 70
River Losses ...... 94,[illegible] 90
$342,003 14
Discount in lieu of Scrip ...... 54,348 65
Taxes and Internal Revenue ...... 24,741 36
Expenses, Rent, etc., less Discount Account ...... 22,310 65
Six per cent. Interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868 ...... 27,777 00 — $481,210 76
Reserved for Unadjusted Losses ...... $ 11,277 00
The Company have the following Assets, which in the report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after ample allowances and deductions are made, to be equivalent to a Cash Capital of $620,000, viz:
Invested in Real Estate ...... $ 46,308 11
Invested in Mortgage on Real Estate ...... 79,019 00
Invested in City and other Bonds ...... 82,220 00
Invested in Bank and other Stocks ...... 128,546 00
Invested in Scrip of Insurance Companies ...... 136,352 00
Loaned on Pledges ...... 16,200 00
Bills Receivable ...... 48,[illegible]
Premiums in course of Collection ...... 67,352 71
Cash on hand ...... 111,[illegible]
$737,[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.
CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of March, 1868.
PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.
CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES.
Charles Briggs, A. R. Montgomery, Ant Carriere, A. Lecourt, Geo. A. Fosdick, Frank Williams, E. Brugier, Thomas Byrne, Chas. Lafitte, John Thornhill, John S. Maunsell, W. A. Violett, P. Anderson, Hugh Macdonald, Alfred Kearny, Wm. M. Pinckard, A. Frantche, John S. Wallis, Geo. W. Dunbar, George Foster, S. F. Stockmeyer, Andrew Stewart, Geo. W. Hynson, L. B. Pothier, Arch'd Montgomery, John Nixon, Jr., Henry J. Voss, B. Piaggio, E. Marqueze, James Gallier, Chas. Weisbaar, Rudolph Sieg, H. F. Given.

NINETEENTH ANNUAL STATEMENT —OF THE—

## Crescent Mutual Insurance Company.

New Orleans, May 23, 1868.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th day of April, 1868:
Fire Premiums for year ...... $238,122 58
Marine Premiums for year ...... 94,082 83
River Premiums for year ...... 177,564 83 — $507,770 28
Total net earned Premiums ...... $447,854 28
Fire losses paid and estimated ...... $ 89,500 68
Marine ...... 67,074 06
River ...... 35,572 47
Paid Taxes ...... 26,019 54
Paid Reinsurance and discount in lieu of scrip ...... 60,103 30
Paid, interest, return premiums, general expenses, less discount, &c ...... 67,648 06 — $395,919 13
Net Profits ...... $51,935 1[illegible]
The Company have the following Assets:
Bills Receivable ...... $ 37 694 36
Loans on Bonds and Mortgage ...... 69,343 33—$106,937 69
Cash on hand ...... $104,577 34
Loans on pledge of stocks on time ...... 63,400 00—$167,977 34
Loans on pledge of stocks on time ...... $ 11,300 00
Real Estate ...... 75,000 00
Scrip of other companies and scrip account ...... 45,062 48—$131,372 48
Consolidated City Bonds ...... $ 30,000 00
City Bonds ...... 26,580 00
Bank and other stocks ...... 136,937 17—$323,517 [illegible]
Coupons for City Bonds past due ...... $9 480 00
Due for premiums in course of collection ...... 41 630 00
$779,914 [illegible]
The Company have also—
Suspended Notes, Stocks and Bonds ...... $425,385 71
Forfeited scrip account ...... 7,909 34
Interest uncalled for ...... $7,800 35

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.
THOS. A. ADAMS, President.
HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of May, 1868.
PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans

The Company will pay interest of 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in June next. The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of THIRTY-THREE AND ONE-THIRD per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1868, for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next, free of Government tax.
THOMAS A. ADAMS, President.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.
HENRY V. OGDEN, Secretary

DIRECTORS.
John Watts, C. T. Buddecke, Samuel B Newman, P. E. Foley, Wm Edwards, A. G. Ober, P Sirnes, A. Thompson, John Phelps.

## Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

Office, No. 78 Camp street, Corner of Natchez street.

SIXTEENTH YEAR.

Premiums received during the year ending December 31, 1867 ...... $321,590 78
Losses, taxes, expenses, re-insurance, etc., paid during same period ...... 217,740 00
Assets on the 31st December, 1867 ...... 578,724 00

This Company continues to insure against the perils of the Seas, Rivers, and loss or damage by Fire, at the current rates of premiums.
ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.
J. M. Allen, J. H. Ludwigsen, R. K. Converse, A. Moulton, Wm. Chambers, A. H. May, S. P. Estell, Jno. T. Moore, Robert Hare, Wm. M. Perkins, J. N. Isenberg, John C. Rogers.

TREATMENT

—of—

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SIPHILIS GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, ECZEMA SCROFULA, SCURVY, &c.
R. GAUDOR,
Druggist, from the Paris University,
Corner Gravier and Baronne Streets.



## THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, Publishers.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

| Squares | 1 month. | 2 mon. | 3 mon. | 6 mon. | 12 mon. |
|---|---|---|---|---|---|
| One | $12 | $22 | $30 | $45 | $75 |
| Two | 22 | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Three | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Four | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Five | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Six | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Seven | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Eight | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Nine | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Ten | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Eleven | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Twelve | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Thirteen | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Fourteen | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Fifteen | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Sixty | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday morning. Subscription, $5 per annum, in advance. Single copies ten cents

RATES OF ADVERTISING:

| Squares | 1 mo. | 2 mos. | 3 mos. | 6 mos. | 12 mos. |
|---|---|---|---|---|---|
| One | $5 | [illegible] | [illegible] | [illegible] | $3 [illegible] |
| Two | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Three | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Four | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Five | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Ten | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Fifteen | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Thirty | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |

## PLATFORM

OF THE

## Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND,

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens.

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment; and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again"]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government, the reduction of the standing army and navy; the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened; the credit of the Government and the currency made good; the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to, and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad, the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crimes committed beyond their jurisdiction.—[Applause]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career.

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union and the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union, it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy

It has nullified there the right of trial by jury.

It has abolished the writ of *habeas corpus*, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials, and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution; while the learned Chief Justice has been subjected to great and atrocious calumnies merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded any thing known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, centralized and consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States

That we regard the reconstruction acts (so called) of Congress, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void.

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people, and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard. [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people; and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren.

NEW ORLEANS POST OFFICE.

Time of Arrival and Departure of Mails.

[illegible]